

Le retrait des forces américaines de Syrie : quelles conséquences ?



Annoncé fin décembre, contesté le 31 janvier et réaffirmé par le général Votel le 10 février, le retrait des troupes américaines de Syrie donne lieu à de nombreuses discussions tant au sein des États-Unis qu'à l'étranger. Suivant sa tradition, le président Trump a surpris ses collaborateurs en affirmant vouloir mettre en œuvre cette promesse de campagne, et qui a déjà conduit à la démission du ministre de la défense Jim Mattis. Imprévu, irresponsable, dangereux, ce départ d'une des principales forces armées assurant une relative sécurité contre Daech en Syrie inquiète les spécialistes. D'autant plus qu'un attentat revendiqué par l'organisation terroriste y a de nouveau été perpétré en janvier dernier. Pourtant certains pays semblent arriver à tirer leur épingle du jeu, comme la Russie ou la Turquie, toutes deux déclarées comme grandes gagnantes de cette décision.

Mais quelle est réellement la situation ? La Russie va-t-elle réellement réussir à affirmer sa sphère d'influence en Syrie ? Qu'en est-il des Kurdes et du régime de Bachar Al-Assad ? Enfin, la Turquie, alliée à la fois des États-Unis et de la Russie, profite-t-elle du retrait de l'un et de l'affirmation de l'autre ?

C'est à travers quatre tribunes du Monde publiées les 4 février et 23 janvier 2019 que sera abordé ce sujet. L'une d'Amanda Sloat, membre de la Brookings Institution et spécialiste de l'Europe du Sud et de la Méditerranée orientale, une deuxième de Myriam Benraad, politologue, une autre Julien Nocetti, chercheur à l'Institut français des relations internationales (IFRI) et un dernier article de Galip Dalay chercheur invité à l'Université d'Oxford et chercheur associé à l'IFRI. Force est ainsi de constater que Bachar Al-Assad n'est plus menacé. Les quatre auteurs en conviennent, ce régime a survécu. Cependant, si sur point il n'y a plus débat, le cas des Kurdes est encore discuté. Renforcés, ou affaiblis par le retrait des troupes ? Différentes réflexions sont avancées (I). De même, les États-Unis sont-ils vraiment perdants ? Face à une Russie qui monte en puissance, n'est-ce pas une stratégie à adopter ? (II) La Turquie semble quant à elle face à plusieurs dilemmes entraînant des choix à faire, choix qui auront irrémédiablement des conséquences en Syrie (III).

« En Syrie, Assad a déjà gagné, et haut la main », voici le titre de la tribune de Myriam Benraad. Selon la politologue, tous les événements récents tendent à prouver et affirmer ce fait. D'une part par rapport aux avancées du régime syrien dans son propre pays, face au soulèvement. L'année dernière, les troupes du leader syrien ont en effet repris la Ghouta orientale en avril, une poche dissidente proche de la capitale Damas et qui inquiétait encore le gouvernement. Quelques mois plus tard, d'autres « fiefs stratégiques » ont été reconquis comme la province méridionale de Derra d'où avaient débuté les contestations. Le rêve de Bachar Al-Assad se concrétise donc. Progressivement, il réussit à reprendre le contrôle de tout le pays et affirme son pouvoir sur les provinces. Seules deux poches lui échappent encore : le gouvernorat d'Iblid, aux mains des terroristes, et le Kurdistan oriental qui revendique une certaine indépendance. Ces opérations militaires l'ont indéniablement renforcé juge la politologue et lui ont permis de se présenter de nouveau comme le dirigeant de la Syrie.

Un autre aspect de cette affirmation est le contexte actuel. D'une part le terrorisme qui frappe régulièrement la région mais d'autre part également le retrait des États-Unis ou encore l'agressivité de la Turquie par rapport aux Kurdes. De fait, depuis la réussite de la percée terroriste à Idlib, toute forme de contestation modérée dans cette région est détruite. Daech ne laissant aucune autre force armée régner sur ses conquêtes. Apparaît alors deux avantages pour le régime d'Assad : non seulement l'opposition est réprimée et ce sans qu'il ait besoin de mobiliser son armée, mais également les violences et l'avancée de Daech lui permettent de justifier différentes actions et répressions militaires. Ainsi pour Myriam Benraad, « dans ce jeu complexe, Damas tire profit de la percée djihadiste à Idlib ». L'attentat terroriste en janvier dernier ayant notamment fait quatre morts américains a par ailleurs poussé le président américain à accélérer la procédure de retrait de ses troupes. Sans la présence des forces armées américaines, le gouvernement syrien aura davantage de liberté selon la politologue, notamment vis-à-vis des Kurdes. Kurdes également menacés par la Turquie, cette dernière pouvant potentiellement aider Damas à réprimer ces indépendantistes.

Mais si Damas apparaît vainqueur au niveau de la politique intérieure, il en est également de même avec la politique étrangère, un autre facteur déterminant pour qu'Assad conserve le pouvoir. Benraad note ainsi « un processus de réhabilitation » qui est « clairement à l'œuvre ». La plupart des pays du Golfe comme les Émirats arabes unis, Bahreïn ou encore le Koweït ont rouvert ou entendent rouvrir leurs ambassades et rétablir des liens avec le gouvernement syrien. Des opposants comme les Kurdes tentent également des rapprochements afin d'entamer des discussions.

Face à cette montée en puissance du gouvernement syrien, les Kurdes apparaissent donc comme les grands perdants du retrait américain. Selon Myriam Benraad « se sentant trahis par leur parrain américain, les Kurdes ont quant à eux d'ores et déjà sollicité la protection d'Assad contre la Turquie ». Pris entre deux feux, ils n'ont d'autres choix que le dialogue avec Assad, dialogue qu'ils entament avec des « options très restreintes ». Cependant une telle alliance ne serait pas la première. Déjà par le passé, Damas et les Kurdes s'étaient alliés face à la Turquie. De plus, pour Galip Dalay, la situation n'est pas tant défavorable pour les Kurdes. En effet, après le départ des forces américaines, Damas considérerait qu'avec le temps ces derniers « finiraient par s'affaiblir et se montreraient par conséquent moins exigeant ». Toutefois, avec la possible instauration d'une zone de sécurité en faveur des Kurdes soutenue par les États-Unis, Damas perdrait la plupart des réserves hydrocarbures du pays ainsi que le contrôle d'une partie de ses frontières. Deux raisons qui vont pousser Bachar

Al-Assad à trouver rapidement un compromis avec les Kurdes selon le chercheur. D'autant plus que ces négociations sont soutenues et les États-Unis et par la Russie.

De plus, l'ensemble des auteurs souligne cette mesure défendue par le gouvernement américain : la création d'une zone tampon au niveau de la frontière entre la Syrie et la Turquie. Cette mesure que Trump entend mettre en œuvre permettrait de protéger les Kurdes contre une éventuelle attaque turque tout en permettant à cette population d'avoir accès aux gisements d'hydrocarbures présents dans cette région. Si les détails de cette zone ne sont pas encore définis et les négociations loin d'être terminées, il n'en est pas moins certain que cela octroierait aux Kurdes d'avoir certaines garanties et certains atouts dans les rapports de forces entretenus avec la Turquie et la Syrie.

Au sein même de la région, différents acteurs sont donc directement impactés par le retrait des troupes américaines. Mais sur la scène internationale, c'est également de zones d'influences qu'il est question.

Certes, les tribunes vont toutes dans ce sens : ce retrait aura pour impact un affaiblissement de la superpuissance étatsunienne au Moyen-Orient. L'emportement du président a plongé son administration dans la tourmente explique Myriam Benraad. « Les déclarations contradictoires se sont multipliées » explique la politologue, la plupart des conseillers de la Maison Blanche essayent de relativiser ou d'atténuer l'idée d'un départ imminent. D'autres comme Jim Mattis démissionnent. C'est en effet contre l'avis de la majorité de son entourage que Donald Trump a pris cette décision. Ce qui a aussitôt créé une situation chaotique souligne également Amanda Sloat précisant que « la communication confuse du gouvernement américain [...], avec des tweets présidentiels aussitôt contredits par de hauts responsables, a créé ces dernières semaines une onde de choc planétaire ». Il ne s'agit ainsi pas uniquement d'une crise touchant les États-Unis mais d'un débat qui s'est répandu, décrédibilisant un peu plus la Maison Blanche dans ses engagements internationaux. Trump est ainsi « venu précipiter la bascule d'une géopolitique moyen-orientale » pour le chercheur Julien Nocetti et a « déclenché une course pour le contrôle du nord-est du pays » selon Galip Dalay.

Seulement, il pourrait également s'agir d'un choix stratégique judicieux avance Nocetti. Au delà de l'accomplissement de cette promesse électorale, il s'agit d'économies en dépenses militaires et en vies humaines. L'attentat du mois dernier a souligné ce très lourd coût. De plus, ce retrait n'occasionnerait pas une disparition totale des troupes américaines en Syrie. Comme le fait remarquer le chercheur « l'éventuel maintien des frappes de l'US Air Force ne changera pas l'équation stratégique sur la rive orientale de l'Euphrate ». Tout en s'éloignant géographiquement de la Syrie, l'armée américaine a néanmoins les moyens de rester présente dans les zones de conflit. Par ailleurs, l'espace laissé devra être comblé par un des pays aspirant à posséder une sphère d'influence en Syrie. La Russie par exemple. Mais il s'agit d'une tâche ardue, voire d'un piège, que les États-Unis semble tendre plutôt qu'un cadeau.

De fait la Russie essaye depuis 2015 de s'établir par différentes actions durablement au Moyen-Orient. Julien Nocetti en fait la liste : stabilisation du régime de Bachar Al-Assad,

sécurisation de ses bases militaires à Tartous et Hmeimim, éradication de l'opposition hors Daech (ce dernier étant combattu par les États-Unis notamment). Ces différentes manœuvres s'inscrivent dans un but précis, la rupture de l'isolement du Kremlin sur la scène internationale. Aussi le départ des Américains offre à ce pays l'occasion de s'affirmer définitivement. La décision américaine semble d'ailleurs avaliser le discours russe, ce dernier « critiquant depuis une décennie et demie les incohérences et l'impasse de la politique américaine au Moyen-Orient ». Sortant ainsi victorieux, Vladimir Poutine pourrait avoir matière à se réjouir. Le chercheur propose alors une autre vision : cette nouvelle donne géopolitique vient plutôt tester la réelle capacité de Moscou à s'imposer sur le terrain. De fait d'autres nations comme l'Iran poursuivent également ce but, et, au sein des récents alliés de la Russie comme la Turquie, les intérêts divergent. Il faudra ainsi que Poutine réussisse à réunir autour de lui l'ensemble des acteurs de la région, une tâche loin d'être aisée.

Par ailleurs, les dirigeants russes, continue Nocetti, sont « obsédés par leur quête de parité avec Washington ». Or, la question syrienne leur fournissait un prétexte pour entamer des discussions, d'égale à égale au vu de la situation sur le terrain, avec la superpuissance. Une chose qui risque de ne jamais se faire, avec le retrait des troupes américaines. Aussi, la diplomatie russe entend jouer un rôle dans la planification du départ de ces militaires, voulant ainsi entamer tout de même un dialogue avec les responsables militaires du camp adverse. Une situation militaire qui sera également difficile à gérer. Avec des forces armées en moins, le « parapluie américain » retiré, ce sera à la Russie d'assumer ce « fardeau ». Alors que ce pays se concentrait avant tout sur l'opposition au régime de Damas, il devra à présent s'occuper du terrorisme avec des opérations complexes et risquées.

Si des complications sur la plan militaire sont à prévoir, la diplomatie russe risque également de se complexifier. De fait, le retrait américain poussant Trump à soutenir la création d'une zone tampon, oblige le président turc à négocier sur ce point. En cas d'accord entre les deux dirigeants, les relations entre les deux pays pourraient reprendre et se raffermir. Et ceci au détriment de la Russie qui espérait que la Turquie tournerait toute son attention dans l'opération *Rameaux d'oliviers* que cette dernière mène contre les Kurdes, une opération qui semble à présent condamnée à disparaître. Ne réussissant pas à s'imposer en Syrie et devant faire de nouveau face à une opposition turque, la Russie retournerait immédiatement dans l'isolement dont elle avait brièvement réussi à sortir.

Enfin, la Russie devra également faire face à d'autres tensions, anciennes mais de plus en plus présentes sur la scène internationale : les affrontements indirects entre l'Iran et Israël. Ce dernier est par ailleurs soutenu par les États-Unis qui entendent en faire leur porte parole dans la région. Moscou devra à tout prix éviter toute confrontation directe pour ne pas « perdre les dividendes de sa victoire militaire » d'après Julien Nocetti.

Si la décision de Trump affaiblit indéniablement son pays sur la scène internationale, il apparaît toutefois comme difficile de prévoir quelle puissance va réellement pouvoir s'affirmer en Syrie. Pour Armanda Sloat deux puissances sont à privilégier : la Russie et l'Iran, qui vont s'empresse d'occuper « un vide de leadership » selon la spécialiste de l'Europe du Sud et de la Méditerranée orientale. Une interrogation qui est accentuée avec la possibilité d'une présence continue aérienne des forces américaines. Sur cette plaque tournante de la diplomatie internationale, un troisième acteur étranger est également en proie à de nombreux doutes : la Turquie.

Au delà des crises qui ravagent l'intérieur du pays, la politique extérieure turque suscite de nombreuses réflexions. Alliée traditionnelle des Etats-Unis, elle s'est pourtant vue adresser un tweet du président américain dans lequel ce dernier déclarait qu'il allait « dévaster économiquement la Turquie si elle frapp[ait] les Kurdes ». De fait le gouvernement turque a lancé depuis janvier dernier une offensive contre les Kurdes dans le Nord de la Syrie, au niveau de la frontière et au-delà. Les Kurdes étant protégés et alliés des Américains, ces derniers s'opposent à la poursuite de ces combats. Mais pour Armada Sloat, la situation est davantage complexe. De fait, les Turques ont, selon cette spécialiste, d'aussi bonnes raisons que les Kurdes à vouloir contrôler la frontière Nord de la Syrie. Depuis plusieurs années, Erdogan demande la création d'une zone de sécurité au niveau de cette frontière. Les liens entre les Unités de protection du peuple (YPG), les Kurdes combattant Daech en Syrie, et le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) ont rendu le gouvernement turc hostile vis à vis des YPG. En effet le PKK, souligne Sloat, est « qualifié d'organisation terroriste par les États-Unis et l'Union européenne », il organise régulièrement des attentats en Turquie. Sécuriser la frontière permettrait à Ankara de couper le PKK de ses soutiens, de vivres et de munitions tout en l'empêchant de se réfugier en Syrie après la perpétration d'attentats.

Cette vision est également partagée par Galip Dalay qui explique les manœuvres stratégiques de la Turquie en Syrie comme un moyen de « réduire les acquis territoriaux et d'affaiblir la structure administrative des Forces démocratiques syriennes (FDS) » [une coalition arabo-kurde, majoritairement aux mains des YPG]. Cet objectif se heurte donc au désir de Washington de protéger les groupes kurdes et, insiste le chercheur, crée de profondes brèches dans les relations américano-turques. Ainsi la Turquie a accusé les États-Unis de s'allier « à la ramification d'une organisation terroriste » quand McGurk, ancien émissaire américain pour la coalition anti-Daech, déclarait que « les groupes d'opposition syrienne alliés à la Turquie étaient truffés d'extrémistes ».

Un nouveau contexte qui oblige la Turquie à trouver de nouveaux alliés pour soutenir sa répression contre les groupes kurdes en Syrie et qui, par conséquent, « noue depuis quelques années des alliances flexibles » selon Dalay. Cette diplomatie permet au pays de s'allier avec qui défend le mieux ses intérêts tout en ayant la possibilité de changer rapidement de partenaires lorsque la situation évolue. Ankara s'est ainsi rapproché de la Russie qui lui apporte notamment un soutien militaire. Fort de ce constat, le chercheur propose une nouvelle vision des interactions en Syrie. Des interactions qui se déroulent selon le chercheur entre la Turquie et les États-Unis pour préparer le départ de ces derniers, mais également avec Moscou qu'il faut à présent considéré comme un troisième partenaire. Invisible, mais qui « conditionne, limite et même façonne le cours de ces interactions ». A travers cette politique, Ankara sert d'intermédiaire officieux tout en entendant défendre ses intérêts sans se brouiller totalement avec l'une ou l'autre partie. Un calcul complexe que le retrait des troupes américaines va largement éprouver.

Une position d'autant plus compliquée à tenir que le départ des américains n'est pas pour arranger le gouvernement turque. Sloat remarque en effet que lors d'une conversation téléphonique entre Trump et Recep Tayyip Erdogan, le président de la superpuissance en a « profité pour confirmer le retrait » mais également préciser « laisser à la Turquie le soin de

nettoyer les dégâts ». Ankara n'apparaît donc pas comme favorisé par ce retrait. Entre la probable impossibilité de continuer ses opérations militaires en Syrie, le coût des dégâts américains évoqué par Trump et le refus d'Erdogan de revenir en arrière, les négociations apparaissent pour le moins comme ardues.

Ainsi, le retrait des forces étatsuniennes donne lieu à de nombreuses interrogations. Des acteurs tant régionaux qu'internationaux s'affrontent pour pouvoir chacun étendre ou créer une sphère d'influence. Si les États-Unis semblent vouloir ériger un nouveau protectionnisme, il n'en est pas de même pour la Russie qui entend briser son isolement. De même pour l'Iran, avec des tentations expansionnistes. Les Kurdes souhaitant une certaine indépendance et le régime d'Assad voulant retrouver la direction de l'ensemble de la Syrie, tout cela, pouvant s'opposer au projet de la Turquie de sécuriser sa frontière, témoigne de l'enjeu et de la redistribution des cartes que peut entraîner le retrait de la présence d'une superpuissance. Une nouvelle étape semble par ailleurs avoir été franchie le jeudi 14 février 2019 alors que les présidents turc, russe et iranien se sont réunis lors du quatrième sommet de Sotchi. Malgré cette nouvelle rencontre, les divergences entre les trois pays émergent de plus en plus, symbole qu'aucune alliance pour la Syrie n'est définitivement fixée, pas plus que l'avenir de ce pays.

Flavien TESSON (TS4), le 15 février 2019